

Unité bidépartementale Eure-Orne
1 Avenue du Maréchal Foch
27000 EVREUX

EVREUX, le 18/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ASHLAND SPECIALTIES France

Zone Industrielle le Clos Pré
27460 Alizay

Références :

Code AIOT : 0005800375

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2023 dans l'établissement ASHLAND SPECIALTIES France implanté Zone Industrielle Le Clos Pré 27460 Alizay. L'inspection a été annoncée le 02/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASHLAND SPECIALTIES France
- Zone Industrielle Le Clos Pré 27460 Alizay
- Code AIOT : 0005800375
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société ASHLAND SPECIALTIES FRANCE fabrique du Carboxyméthylcellulose (CMC), gomme de cellulose entrant dans la composition de nombreux produits agroalimentaires, cosmétiques ou pharmaceutiques (atelier CMC).

Depuis 2012, l'implantation d'une unité (Aquaflow) permet la fabrication d'additifs pour peinture (à

base de polyéthers).

Les installations du site ASHLAND SPECIALTIES FRANCE d'Alizay sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral n°D1-B1-13-009 du 09 janvier 2013 modifié, autorisant l'exploitation de l'établissement.

Un arrêté préfectoral complémentaire n°D1-B1-14-503 du 20 juin 2014 autorise le changement d'exploitant (en ASHLAND SPECIALTIES FRANCE) et impose la constitution de garanties financières. Le site est classé SEVESO Seuil Bas compte-tenu des quantités de produits toxiques stockés sur le site (rubrique 4130-2) mais également du fait de la règle de cumul seuil bas (dangers pour la santé et pour l'environnement).

Par ailleurs, du fait de son activité principale (production de CMC), le site est identifié comme prioritaire IED : rubrique 3410b « fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que hydrocarbures oxygénés » et relève du BREF LVOC (BREF principal).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale Rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Vitesse minimale d'éjection	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Régime ICPE des installations de combustion	Code de l'environnement du 16/10/2017, article R.511-9	/	Sans objet
2	Hauteur de cheminée en toiture	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52	/	Sans objet
4	Valeurs limites d'émissions en poussières	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-1	/	Sans objet
5	Valeurs limites d'émissions en COV	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7a	/	Sans objet
6	Emissions de COV	Arrêté Préfectoral du 09/01/2013, article 3.2.6.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est rendu sur le site d'Ashland le 30 mai 2023. Cette visite entre dans l'action nationale portant sur les rejets atmosphériques. Il ressort de cette visite que certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral doivent être mises à jour afin d'être en accord avec la réglementation applicable sur le sujet (arrêté ministériel du 02/02/98 modifié et arrêtés ministériels du 03 août 2018 portant sur les ICPE soumises à Enregistrement et Déclaration au titre de la rubrique 2910). Par ailleurs, un plan d'action doit être mis en place afin de respecter la vitesse minimal d'éjection pour 2 conduits.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Régime ICPE des installations de combustion

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2017, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Régime ICPE des installations de combustion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Rubrique 2910 : Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW -> Régime E 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW -> Régime DC
<p>Constats : <u>Les installations de combustion du site sont listées ci-après :</u></p> <p>- conduit n°20 : Deux chaudières de 8 MW (n°91-30) et 8,9 MW (n°91-40) sont raccordées à ce conduit. Les deux chaudières peuvent techniquement fonctionner en même temps. En conséquence, l'ensemble des deux chaudières est considéré comme une installation de puissance 16,9 MW. Les deux chaudières fonctionnent au Gaz Naturel. Toutefois, du biogaz issu de la STEP peut ponctuellement être introduit faiblement (de l'ordre de 0,7%). → <i>Au regard de la dernière version de la nomenclature et des informations à disposition, cette installation relève du régime Déclaration ceci au titre de la rubrique 2910.A2. (avec puissance thermique nominale totale de l'installation supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 20 MW).</i></p> <p>- conduit n°13 : un brûleur-séchoir de 1,5 MW est raccordé à ce conduit. → <i>Au regard de la dernière version de la nomenclature et des informations à disposition, cette installation relève du régime Déclaration ceci au titre de la rubrique 2910.A2. (avec puissance thermique nominale totale de l'installation supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 20 MW).</i></p> <p>Autres appareils : - Cheminée du bâtiment administratif : Chaudière bâtiment administratif (BA) fonctionnant au gaz naturel avec une puissance de 0,1 MW - Diffus : « groupe diesel sprinkler 1 » fonctionnant au fioul domestique avec une puissance de 0,106 MW - Diffus : « groupe diesel sprinkler 2 » fonctionnant au fioul domestique avec une puissance de 0,106 MW - Diffus : groupe diesel pour groupe électrogène fonctionnant au fioul domestique avec une puissance de 0,68 MW → <i>Au regard de la dernière version de la nomenclature et des informations à disposition, ces installations sont non-classées au titre de la rubrique 2910.</i></p>
Observations : Les différents appareils de combustion ne sont actuellement pas clairement identifiés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/01/2013. Un projet de prescriptions est proposé à l'exploitant en ce sens (cf. annexe au rapport).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Hauteur de cheminée en toiture

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52
Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur des cheminées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La hauteur de la cheminée ne peut être inférieure à 10 m.
Constats : Lors des échanges, l'inspection a relevé que tous les conduits n'étaient pas identifiés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation (article 3.2.2), que le conduit n°8 avait été supprimé et que les hauteurs de cheminée étaient erronées pour la plupart. Les conduits X4, X5 et X6 correspondent à la tour de lavage méthanol et à la tour de lavage des gaz (dépotage AMCA). -> Au regard des éléments qui précèdent, il convient de procéder à une mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'inspection a vérifié les hauteurs des cheminées en toiture (hors tours de lavage qui se trouvent en dehors des bâtiments). -> Il ressort que les hauteurs de cheminées en toiture sont toutes supérieures à 10 m, respectant ainsi l'article 52 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 modifié.
Observations : Les hauteurs de cheminées indiquées dans l'arrêté 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 09/01/2013 doivent être mises à jour. En conséquence, un projet de prescriptions est proposé à l'exploitant (cf. annexe au rapport).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Vitesse minimale d'éjection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57
Thème(s) : Actions nationales 2023, Vitesse minimale d'éjection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m³/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m³/h.</p>
<p>Constats :</p> <p>* L'inspection a balayé avec l'exploitant le type de rejets pouvant avoir lieu par conduit. Il ressort que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des poussières sont potentiellement émises pour les conduits suivants : n°1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 21 et 22 ; - des COV sont potentiellement émis pour les conduits suivants : n°1, 2, 3, 4, 5, 6, 10, 11, 12, 16, 17, 18, 19, X4, X5 et X6. <p>-> Au regard de ces informations, l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation doit être mis à jour.</p> <p>* Les conduits n°13 et n°20 relèvent de la rubrique 2910 et donc des arrêtés ministériels du 03 août 2018 respectivement pour les installations de combustion relevant du régime de la Déclaration et de l'Enregistrement. Au regard des caractéristiques des installations, les poussières ne font pas l'objet d'un suivi. De même, au regard des caractéristiques des installations, seul le conduit n°20 (chaudières 91-30 et 91-40) doit faire l'objet d'un suivi des COVNM. Ces points ont été établis lors de l'inspection du 31 janvier 2022.</p> <p>L'inspection relève que les conduits n°21 et 22 correspondent aux dépoussiéreurs Aquaflow. Leur utilisation est extrêmement faible (évaluée à 5 minutes, une fois par mois).</p> <p>-> Compte tenu du taux d'utilisation, une mesure de débit ou de la vitesse d'éjection n'est pas réalisable.</p> <p>De même, le conduit n°15 correspond à un chargement de produits finis en vrac (citerne) qui est réalisé (au mieux) deux fois dans l'année.</p> <p>-> Compte tenu du taux d'utilisation, une mesure de débit ou de la vitesse d'éjection n'est pas réalisable également. Concernant les conduits n°19, X5 et X6, les débits sont trop faibles pour pouvoir mesurer les vitesses d'éjection (émissions trop faibles).</p> <p>=> Au regard des éléments précités, l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation doit être mis à jour.</p> <p>* L'inspection relève que la vitesse minimale d'éjection n'était pas conforme sur le conduit n°17 en 2022, alors qu'elle l'était en 2020 : vitesse minimale d'éjection qui était attendue = 8 m/s au regard du débit d'émission > 5 000 m³/h.</p> <p>=> L'exploitant doit présenter sous 15 jours un plan d'actions permettant de s'assurer que la vitesse minimale d'éjection en sortie du conduit n°17 soit conforme à la réglementation en vigueur (article 57 de l'arrêté ministériel d'autorisation).</p> <p>* L'inspection relève que les vitesses minimales d'éjection n'étaient pas conformes pour les conduits n°5 et n°X4 (en 2020 et en 2022) : vitesses minimales d'éjection attendues = 5 m/s au regard des débits d'émission < 5 000 m³/h.</p> <p>=> L'exploitant doit présenter sous 15 jours un plan d'actions permettant de s'assurer que les vitesses minimales d'éjection en sortie des conduits n°5 et X4 soient conformes à la réglementation en vigueur (article 57 de l'arrêté ministériel d'autorisation).</p>
Observations : Les articles 3.2.2 et 3.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent être mis à jour. En conséquence, un projet de prescriptions est proposé à l'exploitant (cf. annexe au rapport).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Valeurs limites d'émissions en poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Valeurs limites d'émissions en poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Poussières totales : si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 100 mg/m . Si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h, la valeur limite de concentration est de 40 mg/m
Constats : Des poussières sont potentiellement émises pour les conduits suivants : n°1, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 21 et 22. Le conduit n°15 correspond à un chargement de produits finis en vrac (citerne) qui est réalisé (au mieux) deux fois dans l'année. Les conduits n°21 et 22 correspondent aux dépoussiéreurs Aquaflow. Leur utilisation est extrêmement faible (évaluée à 5 minutes, une fois par mois). -> Compte tenu des taux d'utilisation des installations précitées, des mesures du débit, de la vitesse d'éjection ou des concentrations n'est pas réalisable. Le flux horaire pour les conduits 1, 2, 3, 4, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 14, 16 et 17 est inférieure à 1 kg/h. Au regard de l'article 27-1 de l'arrêté ministériel de 02/02/98 modifié, la valeur limite de concentration applicable est de 40 mg/Nm3, correspondant aux valeurs prescrites de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Cette valeur limite de concentration est respectée pour tous les conduits précités. Ainsi, l'article 27-1 de l'arrêté ministériel de 02/02/98 modifié est respecté.
Observations : Les articles 3.2.4 et 9.2.1.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent être mis à jour. En conséquence, un projet de prescriptions est proposé à l'exploitant (cf. annexe au rapport).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Valeurs limites d'émissions en COV

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7a
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions en COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m.
Constats : Des COV sont potentiellement émis pour les conduits suivants : n°1, 2, 3, 4, 5, 6, 10, 11, 12, 16, 17, 18, 19, X4, X5 et X6. Concernant les conduits n°19, X5 et X6, les débits sont trop faibles pour pouvoir réaliser des mesures du débit de rejet (émissions trop faibles avec débit de rejet < débit de détection). Le flux horaire pour les conduits n°1, 2, 3, 4, 5, 6, 10, 11, 12, 16, 17, 18 et X4 est strictement inférieure à 2 kg/h. Au regard de l'article 27-7a de l'arrêté ministériel de 02/02/98 modifié, aucune valeur limite en concentration n'est applicable. D'ailleurs, aucune valeur n'est prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ainsi, l'article 27-7a de l'arrêté ministériel de 02/02/98 modifié est respecté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Emissions de COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2013, article 3.2.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les émissions totales du site en composés organiques volatils (émissions canalisées et émissions diffuses) sont inférieures ou égales à 0,5% de la quantité de solvants utilisés.</p>
<p>Constats : L'exploitant effectue annuellement sa déclaration des émissions de solvants sur l'application GEREP. L'inspecteur de l'environnement a consulté le plan de gestion des solvants relatif à l'année 2022. Il ressort que l'utilisation annuelle de solvants du site en 2022 était d'environ 142 510,46 t.</p> <p>L'essentiel des solvants organiques se retrouve dans les produits finis : - CMC : 74t, - Aquaflow : 214t Une partie de l'alcool est réutilisée dans les process et une partie part vers la STEP. Il y a peu de déchets solvantés. En 2022, les quantités mises en jeu étaient les suivantes : Quantité de solvants utilisés = I1 + I2 = 9427,91 + 133 082,5 = 142510,46t</p> <p>Émissions canalisées = O1 = 64,4 t Émissions diffuses = O4 = 430,1 t Émissions totales dans l'air (canalisées + diffuses) = O1 + O4 = 494,5 t</p> <p>Selon les données du plan de gestion des solvants 2022, les émissions totales annuelles de COV (solvants) du site constituent donc environ 0,35 % des solvants utilisés, soit en deçà des 0,5 % attendus. Ainsi, pour l'année 2022, le flux annuel d'émissions diffuses de COV est bien < 0,5 % de la quantité de solvants utilisés (respect de l'article 3.2.6.3 de l'arrêté préfectoral).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet